

MOBILISATION DU 18 JUIN DÉFENDONS L'INFORMATION

Verbatims d'une partie des organisateurs et d'une partie des associations en soutien

SOUTIENS

AJIS

Depuis bientôt 60 ans, l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis) milite et œuvre en faveur d'un journalisme de qualité. Le recours non régulé à l'intelligence artificielle, la concentration des médias, la réduction à portion congrue du traitement des sujets sociaux qui constituent pourtant le ciment de notre société nous inquiètent particulièrement. Voilà pourquoi l'Ajis soutient pleinement le mouvement du 18 juin.

AJE

Ni partisan, ni engagé, le journalisme environnemental, qui regarde le monde à travers le prisme des cycles bio-géo-chimiques, est doublement menacé :

- par les nombreuses et diverses attaques portées contre la presse,
- par le recul de la protection de l'environnement dans les politiques publiques.

Raisons pour lesquelles l'Association des journalistes de l'environnement (AJE) soutient l'appel du 18 juin lancés par les syndicats et de nombreuses associations de journalistes.

PROFESSION : PIGISTE

Depuis 2000, Profession : Pigiste lutte contre la précarisation croissante des journalistes à la pige : tarifs ridiculement bas, pratiques illicites des rédactions...

Nous, pigistes, sommes souvent les premier·es à pâtir des restrictions budgétaires et des suppressions d'emplois.

Profession : Pigiste soutient la mobilisation du 18 juin, pour rappeler que seules des conditions de travail décentes garantissent une information libre et de qualité !

PRENONS LA UNE

Dans un contexte de précarisation, PLU veut défendre le droit des professionnel·les à informer les citoyen·nes dignement.

Majoritaires parmi les pigistes, les femmes subissent la dégradation des conditions de travail, les plans sociaux, la précarisation.

La concentration des médias fait peser des risques d'invisibilisation de thématiques défendues par PLU, comme la question des violences sexistes et sexuelles.

PLU exige la revalorisation des rémunérations, la parité dans les rédactions et dénonce procédures bâillon menaçant le droit à l'information.

AJAR

Nous, l'AJAR, souscrivons et soutenons la mobilisation du 18 juin qui nous concerne à bien des égards.

Minoritaires et rarement titulaires, les journalistes racisé.e.s font, les premiers, les frais des plans sociaux dans les rédactions. Précaires parmi les précaires, nous constatons, depuis un certain temps déjà, la baisse de nos piges.

Nos rémunérations sont, en réalité, rarement à la hauteur de nos compétences.

Quant à la concentration des médias (entre les mains de milliardaires d'extrême droite), elle nous réduirait au mieux un peu plus à l'invisibilité. Au pire, nous exposerait à un racisme décomplexé dont nous constatons déjà les prémises

AJSPI

L'AJSPI défend depuis 70 ans le traitement éthique de la science dans les médias et le droit à une information rigoureuse.

Plans sociaux d'envergure et à répétition, manque de moyens, utilisations de l'IA sans garde-fous suffisants, l'AJSPI s'inquiète des pressions que subit notre profession.

JEUDI 18 JUIN, SALARIÉS DES MÉDIAS ET CITOYENS, ENSEMBLE EN MANIF À PARIS POUR QUE CESSE LA CASSE DE L'INFORMATION

AJT

L'AJT se sent concernée par cette mobilisation car ses membres (200 journalistes et photographes spécialisés tourisme) ne cessent de faire part des difficultés croissantes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier, en particulier les pigistes : réduction ou extinction des piges (affaire Prisma) ; non paiement des piges (affaire France Médias - magazines Grands Reportages, Trek Magazine...) ; piges non revalorisées depuis la crise du Covid-19 malgré l'inflation ; paiement plus fréquent des piges en factures ou droits d'auteur et non en salaires ; articles web de référencement remplacés par l'IA ; management des pigistes et des journalistes intégrés dans les rédactions dégradé voire toxique, plans sociaux violents... L'AJT tient à dire une chose simple : sans médias, pas de pigistes ; mais sans pigistes, pas de médias

AJMED

L'Association des journalistes médicaux de la presse grand public appelle à rejoindre la mobilisation, car entre les scandales sanitaires, les Fake Med, l'intelligence artificielle, la remise en cause de la science, et la montée en puissance des charlatans, on a plus que jamais besoin de journalistes pour vérifier les informations, les sourcer, les mettre en perspective, et aider ainsi chacun-e à protéger au mieux sa santé.

Un Bout des Médias

Face à la multiplication des menaces contre les journalistes, aux rédactions démunies pour tenir tête à des actionnaires trop interventionnistes, et plus globalement face à tout un secteur qui se précarise, il est urgent de tous·tes se mobiliser !

Citoyennes et citoyens, c'est aussi votre droit à être informé·e qui est attaqué. L'information est un bien public, et il est de notre devoir à toutes et tous de la protéger. Rejoignez la lutte le 18 juin à Paris !

COOP-MÉDIAS

Bolloré, Arnaud, Saadé, Stérin...les intérêts politiques et privés de riches industriels se sont immiscés dans le paysage médiatique, multipliant les pressions sur les rédactions et

fragilisant l'indépendance des journalistes. Répétons-le : l'information pluraliste et de qualité n'est pas à vendre. C'est un impératif démocratique que nous devons défendre collectivement. Coop-médias soutient la mobilisation intersyndicale du 18 juin, et appelle à la riposte citoyenne pour une presse libre !

SAIF

La SAIF soutient la mobilisation du 18 juin et dénonce, aux côtés des syndicats de journalistes et de photojournalistes, une dégradation alarmante des conditions de travail, marquée par des licenciements massifs, une précarisation croissante et l'usage abusif de l'intelligence artificielle. L'indépendance et le pluralisme sont les piliers de notre démocratie. Mobilisons-nous pour une information libre et humaine. Exigeons un engagement fort des parlementaires, des pouvoirs publics et des éditeurs de presse.

AMNESTY INTERNATIONAL

Amnesty International France soutient l'appel lancé par les salarié.es des médias en faveur du droit à l'information, bien commun aujourd'hui menacé.

Amnesty partage avec elles et eux la défense du droit à une information libre et indépendante. Nous soutenons notamment la revendication d'un renforcement de la régulation du secteur et des règles contre la concentration pour empêcher la confiscation de l'information par les GAFAs comme par des intérêts financiers opposés aux droits humains.

LDH

La liberté et le pluralisme des médias sont essentiels à la liberté d'expression, pour la démocratie et des droits fondamentaux. Il n'y a pas de véritable démocratie sans médias libres passant au crible les personnes au pouvoir. L'information ne doit pas être accaparée par de grands intérêts, ou transformée en simple report insipide et sans analyse de faits sélectionnés par une machine, quand elle n'est pas instrumentalisée, à des fins de désinformation par des propriétaires d'extrême-droite.

ORGANISATEURS

SNJ

Destructions d'emplois, manque de moyens, concentration des médias aux mains de milliardaires, recettes publicitaires en baisse et irruption de l'IA dans nos rédactions. Plus que jamais, le journalisme est en danger ! A travers la dégradation de nos conditions de travail, c'est la démocratie qui est attaquée. L'information est un bien public.

La situation est d'autant plus dramatique pour nos collègues rémunérés à la pige. Tarifs faiblards, salaire versé en retard, accès au CSE pas toujours garanti, maltraitance administrative, etc.

Le SNJ ne cessera de se battre dans l'intérêt de la profession. Rejoignez-nous dans la rue le 18 juin ! Journalistes et citoyens, tous ensemble !

SNJ-CGT

Les milliardaires, Bolloré, Arnault, détruisent des postes à tour de bras.

La concentration étrangle la presse régionale. Il faut dire stop, au nom de la démocratie.

Les plateformes vampirisent les revenus publicitaires, les IA pillent les contenus et servent de prétexte à des suppressions de postes, l'indépendance des rédactions n'a jamais été aussi mal en point.

L'audiovisuel public fait les frais de campagnes de dénigrement visant à l'affaiblir.

L'extrême-droite menace de privatiser la radio et la télévision publiques. C'est notre bien commun.

La situation des journalistes se dégrade : la précarité tend à devenir la norme, la souffrance au travail aussi, sans compter les entraves à la liberté d'informer ou les violences policières, alors que les revenus se sont effondrés.

Sauvons la presse pendant qu'il est encore temps !

CFDT-Journalistes

À moins d'un an d'une présidentielle à haut risque, CFDT-Journalistes s'alarme de l'accès dégradé de tous les citoyens à une information fiable, indépendante et impartiale.

Les médias d'opinion gagnent de plus en plus de terrain, même dans l'audiovisuel où pourtant l'Arcom, régulateur des radios et télévisions, doit sanctionner toute dérive.

Le gouvernement ne fait même plus semblant de vouloir protéger les journalistes : la loi post États généraux de l'information a été abandonnée, méprisant le travail colossal fourni par ses contributeurs, dont la convention citoyenne.

Audiovisuel public dénigré, coupes budgétaires et suppressions de postes massives dans le privé, pigistes honteusement écartés de leurs droits, IA sans cadre...

STOP !

SGJ-FO

Le SGJ-FO appelle à la mobilisation, dans la rue à Paris et dans les rédactions.

Stop à l'avalanche des suppressions d'emplois au nom des « économies », de la transition numérique et aujourd'hui de l'IA.

Produire une information de qualité suppose des effectifs suffisants, de vrais salaires pour tou.tes, pigistes compris, la reconnaissance de notre statut professionnel.

Refusons une concentration qui met à mal le pluralisme, fait disparaître les titres, favorise toutes les dérives éditoriales et la désinformation.

Pour une information au service des citoyens, donc de la démocratie, le temps est à l'action et à l'unité.

Dans nos rédactions, pour porter nos revendications face aux employeurs. Dans la rue à Paris, pour les porter au ministère.

SNPEP-FO

Le SNPEP-FO appelle toutes et tous au soutien des actions du 18 juin pour défendre l'information plurielle et de qualité, respectueuse des conditions de travail et valorisant tous les métiers.

Pour une véritable filière de la communication, créatrice de valeur et de richesses non-délocalisables, locales, alliant respect de l'environnement et des valeurs républicaines.

Pour la garantie de l'emploi et des salaires de toute la chaîne de valeur, de la fabrication du papier à la distribution.

